

IL S'OUVRE AUJOURD'HUI À SÉTIF

Procès en appel des deux ex- P-dg d'Algérie Télécom

Le procès en appel dans l'affaire d'Algérie Télécom, où sont poursuivis trois ex-cadres supérieurs, dont les deux anciens P-dg et le DFC, aura lieu aujourd'hui au niveau de la cour de Sétif, a-t-on appris de source judiciaire sûre. Le procès, qui devait avoir lieu la semaine dernière, avait été renvoyé par le président du tribunal sur demande de la défense.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est une ambiance particulière que vivra aujourd'hui la cour de Sétif. La programmation en appel du procès de trois cadres supérieurs d'Algérie Télécom, dont les deux anciens P-dg, Slimane Kheïreddine et son successeur Djaziri Mouloud, ainsi que l'ex-directeur des finances et de la comptabilité, constituera le fait marquant de ces journées judiciaires sétifiennes.

A ce propos et à en croire des sources proches du dossier, les avocats de la défense avanceront, dès le début de l'audience, une série d'arguments plaçant «l'innocence des clients». Pour les Robes noires, «les véritables coupables de cette affaire sont ailleurs, il ne s'agit nullement des cadres d'Algérie Télécom, qui intervenaient dans un cadre réglementaire».

Pour rappel, lors du procès qui s'est tenu en première instance, il y a de cela deux mois, le tribunal correctionnel de Sétif avait condamné Slimane Kheïreddine, ex-P-dg d'Algérie Télécom, à 5 ans de prison ferme, et son successeur à 3 ans d'emprisonnement. Les deux P-dg ont été condamnés «pour conclusion de marché contraire à la réglementation en vigueur». Poursuivi pour négligence ayant abouti au détournement de deniers publics, le directeur des finances et de la comptabilité, Afadjen Boualem, a été, lui aussi, condamné à une peine d'emprisonnement de 3 ans.

Poursuivis pour les mêmes motifs, Meziani Ahmed (directeur central par

intérim) s'est vu infliger une peine d'une année d'emprisonnement, tout comme trois autres cadres. L'un des deux associés de l'entreprise privée ayant bénéficié du marché en question avec Algérie Télécom avait écopé de deux années de prison avec sursis. Egalement impliqué, son fils a été condamné à 12 mois de prison avec sursis. En fuite, l'autre associé avait été condamné à 10 ans de prison ferme, assortis d'une amende d'un million de dinars. La même peine avait été prononcée à l'encontre de son fils, lui aussi en fuite. De lourdes amendes financières ont été prononcées à l'encontre de la société privée. Pour rappel, cette affaire a vu le jour en 2006,

après que les associés incriminés (fournisseurs privés) établis à Sétif, spécialisés dans la vente de câbles, ont été sollicités par Algérie Télécom pour fournir la câblerie nécessaire aux installations téléphoniques du groupe. Le montant du marché s'élevait à plus d'un milliard de dinars.

Il convient de noter que le représentant du ministère public avait requis 10 ans de prison ferme à l'encontre des deux ex-P-dg et des autres prévenus, mais qu'à la grande surprise de l'assistance, le successeur de Slimane Kheïreddine à la tête du groupe, en l'occurrence M. Djaziri Mouloud, avait été condamné à trois ans de prison ferme avec prise de corps à l'audience pour mise sous mandat de dépôt. Un verdict qui a soulevé des questionnements, d'autant plus que M. Djaziri bénéficiait depuis plusieurs mois d'une mise en liberté provisoire. Selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, le fournisseur, déjà en litige



Photo : DR

avec l'agence bancaire privée Natexis Algérie implantée à Sétif (il avait hypothéqué son usine pour non-remboursement de crédit), a encaissé le chèque d'Algérie Télécom, avant de prendre la fuite à l'étranger. Informée de la situation, la section de recherche et d'investigation

relevant du Groupement de gendarmerie de Sétif a ouvert une enquête. Plusieurs mois après l'ouverture d'une information judiciaire, les enquêteurs ont réussi à lever le voile sur «plusieurs malversations impliquant de hauts cadres d'Algérie Télécom». Pour

rappel, M. Kheïreddine avait dirigé Algérie Télécom d'août 2006 à janvier 2008, avant d'être remplacé par M. Djaziri, qui a ensuite cédé son poste, en mai 2008, à l'actuel P-dg de l'opérateur public, M. Moussa Benhamadi.

A. B.

TRANSPORTS EN COMMUN

Perturbations en perspective

Les transports en commun risquent d'être perturbés dans les jours à venir. C'est ce que semble augurer le climat «tendu» existant entre les trois syndicats des transporteurs et le ministère de tutelle. Et ce d'autant plus que le délai accordé par les syndicats à ce dernier pour les recevoir prend fin aujourd'hui. Les syndicalistes doivent se réunir demain pour décider de la démarche à suivre.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les usagers des transports en commun pourraient devoir se débrouiller comme ils le peuvent pour leurs déplacements en cette période hivernale. En effet, trois syndicats des transporteurs, la Fédération nationale des transporteurs, des chauffeurs de taxi ainsi que la Fédération nationale des auto-écoles n'excluent pas de recourir à une grève dans

les jours à venir. Les mesures prises dernièrement par le département d'Amar Tou, notamment d'augmenter le nombre de transporteurs pour couvrir la demande des citoyens, n'ont pas été bien accueillies par les syndicats. Ces derniers ont déposé, le 6 décembre

dernier, une demande d'audience au niveau du ministère des Transports et attendent toujours une réponse, qui tarde à venir. Les transporteurs lancent donc un ultimatum, avant de passer à d'éventuelles actions de protestation. Ils doivent se réunir demain pour décider des actions à entreprendre si la tutelle venait à se confiner dans son silence. Selon le représentant des auto-écoles, le département d'Amar Tou avait reçu les trois syndicats le 2 août dernier, mais depuis, c'est le silence radio. «Chaque fédération a déposé sa plateforme de revendications au

niveau de la tutelle en août dernier. Depuis, le ministre ne s'est pas manifesté pour nous donner sa réponse, favorable ou défavorable», a indiqué notre interlocuteur.

Soulignons que les transporteurs revendiquent, notamment, le gel de l'instruction ministérielle stipulant l'augmentation du nombre d'autorisations d'exploitation de lignes, et ce avant la mise en place d'un plan de circulation et l'étude des besoins réels exprimés. Du côté des auto-écoles, l'on dénonce, entre autres, le manque de circuits et le déficit en examinateurs, et l'on demande la révision des délais d'ajourne-

ment entre les examens. La Fédération des auto-écoles réitère également sa demande de mise en place d'une commission technique nationale composée de tous les acteurs concernés, soit les examinateurs, la tutelle, la Gendarmerie nationale, la Protection civile et les services des travaux publics dont la mission consiste à encadrer le travail des auto-écoles, afin de réduire le nombre d'accidents. En plus du manque de moyens de transport, souvent bondés, les usagers pourraient donc faire face aux désagréments d'une grève.

S. A.

FOIRE DE LA PRODUCTION NATIONALE

Beaucoup d'Algériens méconnaissent les entreprises locales

Les entreprises nationales n'ont pas bonne presse auprès des Algériens. Beaucoup d'entre elles, qui existent depuis des années, restent méconnues par le large public. Nos entreprises, petites ou grandes, sont noyées. La concurrence étrangère est rude, voire fatale, pourtant, elle a su avoir le cœur de nos Algériens.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Je viens d'acheter du miel algérien que je ne connaissais pas. J'en ai pris deux boîtes, si je le trouve bon, je vais en reprendre dans les commerces», indique Leila, une enseignante. Elle est venue avec son mari et ses enfants à la Foire de la production nationale qui se tient au Palais des expositions des Pins-Maritimes, Alger. Textile, alimentation, électroménager, boissons, meubles, livres, chaussures, différents pro-

duits sont présentés. Ils sont 247 exposants à participer à cette 20^e édition qui s'étale jusqu'au 22 décembre.

Réda, 45 ans, employé dans une banque publique, se dit ébloui par les appareils électroménagers, «des bijoux», exhibés par les exposants. «Je suis venu voir, ça me permet de découvrir certains fabricants et leurs produits. En plus, je veux acheter une cuisinière mais les prix sont excessifs. Vraiment ! C'est cher ! Et encore aucune promotion.

Je suis aussi là pour profiter des remises». Ce père de famille réussit à énumérer plusieurs marques étrangères d'électroménager mais se dit incapable d'en citer une seule algérienne.

Ne pas connaître les entreprises nationales et leurs produits n'est pas une tare, c'est même une situation «normale» dans un pays où les managers ne recourent pas souvent à la communication et à la publicité dans leur stratégie de développement.

L'organisation et la présentation des stands le démontrent. Il semblerait que l'unique souci des exposants est de vendre des produits à des consommateurs sans chercher à commercialiser le nom de la marque.

Dans les petits espaces aménagés, sont exposés divers produits, disposés avec indifférence, parfois sans aucun goût. Des hôtesses d'accueil, recrutées juste pour l'occasion, s'occupent des citoyens qui se présentent à elles et leur prodiguent sourires et brochures d'information.

Sortir de l'anonymat et gagner le cœur des Algériens est un véritable défi pour nos entrepreneurs, un exercice difficile et coûteux mais nécessaire aujourd'hui, car dans cette course économique effrénée, dans un monde ébranlé par une consommation imparable, il faut trouver les moyens de vivre. D'être ou de ne pas être.

I. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

Suicide par pendaison à la cité des 320 logements

Un drame a secoué la cité des 320 logements Mohamed-Boudiaf de Aïn-Témouchent, mercredi après-midi, après l'annonce du suicide d'un citoyen âgé de 43 ans dans sa propre maison.

Selon les informations recueillies, c'est la femme du défunt qui a fait la terrible découverte dans l'après-midi de mercredi. Le corps de son mari était suspendu au toit de la maison par un fil électrique. Elle a aussitôt alerté la police qui, à son tour, a avisé la Protection civile.

Le médecin légiste, qui a été dépêché sur les lieux, n'a fait que confirmer le décès du malheureux. Selon l'entourage du défunt, ce dernier souffrait de troubles psychiques et avait déjà, par le passé, fait une première tentative de suicide.

Le corps du malheureux a été transporté à la morgue de l'hôpital Ahmed-Medeghri de Aïn-Témouchent, tandis qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de ce drame.

S. B.